

Didier FLEYTOUX

Expert comptable - Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale de Paris

FONDATION YVES ROCHER
Fondation reconnue d'utilité publique

La Gacilly (56)

RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

FONDATION YVES ROCHER
Fondation reconnue d'utilité publique

La Gacilly (56)

RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation Yves Rocher,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre conseil d'administration, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION YVES ROCHER, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel sur la situation morale et financière établi par le Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

En application de la loi, je vous signale qu'en raison de la remise tardive des documents nécessaires à la formulation de mon opinion, je n'ai pas été en mesure de remettre le présent rapport dans les délais prévus par le règlement intérieur de la fondation.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie

significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 19 juin 2025,



Didier FLEYTOUX
Commissaire aux comptes

**Bilan**

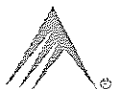
	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et aco				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	10 000		10 000	10 000
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	30 000		30 000	30 000
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	40 000		40 000	40 000
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				28 546
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	1 574 807		1 574 807	1 917 447
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 096 187		4 096 187	3 910 845
Charges constatées d'avance	10 917		10 917	3 386
Total II	5 681 911		5 681 911	5 860 224
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion – Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 721 911		5 721 911	5 900 224

**Bilan**

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	1 500 000	1 500 000
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	1 500 000	1 500 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	494 438	382 985
Excédent ou déficit de l'exercice	103 717	111 453
Situation nette (sous-total)	2 098 155	1 994 438
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	2 098 155	1 994 438
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 927 288	3 360 024
Total II	2 927 288	3 360 024
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires	536	733
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	536	733
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	456 348	387 203
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	239 584	157 826
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total IV	696 468	545 762
Ecarts de conversion – Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 721 911	5 900 224

**Compte de résultat**

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations services		
Produits de tiers financeurs	3 371 847	3 093 312
Concours publics et subventions d'exploitation		
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public	3 371 847	3 093 312
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges		
Utilisation des fonds dédiés	2 546 581	2 683 534
Autres produits	5 301	28 546
Total I	5 923 729	5 805 392
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	836 574	815 554
Aides financières	2 262 277	2 424 434
Impôts, taxes et versements assimilés	39 836	23 134
Salaires et traitements	457 269	447 110
Charges sociales	198 715	185 549
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	2 113 845	1 845 254
Autres charges	23 265	19 328
Total II	5 931 781	5 760 363
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-8 052	45 029
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	111 769	35 589
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		148 943
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	111 769	184 531
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		118 108
Total IV		118 108
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	111 769	66 424
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	103 717	111 453

**Compte de résultat**

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		
Total V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	6 035 498	5 989 923
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	5 931 781	5 878 470
EXCEDENT OU DEFICIT	103 717	111 453
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	203 655	186 436
Bénévolat		
TOTAL	203 655	186 436
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATU		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	147 077	136 682
Prestations en nature	56 578	37 951
Personnel bénévole		11 803
TOTAL	203 655	186 436



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDATION YVES ROCHER

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 5 721 911 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 103 717 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La fondation Yves Rocher est née il y a plus de 25 ans afin de rendre au monde végétal une partie de ce que nous lui devons, sa vocation est de s'engager pour la biodiversité. Depuis 2020, la Fondation est reconnue d'utilité publique c'est une vraie reconnaissance de ces 25 ans d'actions soutenues et menées sans relâche sur le terrain.

Préserver la biodiversité : c'est le premier combat de la Fondation Yves Rocher. Il est positif ; c'est un combat en faveur de la vie. La mission de la Fondation est de mettre la biodiversité au coeur de la vie quotidienne de tous, en apportant soutien et aides financières à des actions locales, alternatives et puissantes aux 4 coins de la planète. 100 millions d'arbres plantés, c'est l'objectif que la Fondation va bientôt atteindre grâce à une étroite collaboration avec des experts, les associations et les ONG travaillant sur le terrain. Et ce sont également plus de 500 lauréates Terre de Femmes qui œuvrent dans plus de 50 pays pour le bien commun de notre planète.

La Fondation est collective et sa démarche plurielle est définitivement tournée vers l'action.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.



Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

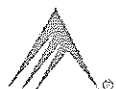


Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	10 000			10 000
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier				
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 000			10 000
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	30 000	30 000		30 000
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	30 000	30 000		30 000
ACTIF IMMOBILISE	40 000	30 000		40 000

**Notes sur le bilan****Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 585 725 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<i>Créances de l'actif immobilisé :</i>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
<i>Créances de l'actif circulant :</i>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	1 574 807	1 574 807	
Charges constatées d'avance	10 917	10 917	
Total	1 585 725	1 585 725	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	1 531 001
Banque – Intérêts courus à recevoir	45 417
Total	1 576 419



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 500 000				1 500 000
Fonds propres avec droit de repris					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	382 985	111 452	1		494 438
Excédent ou déficit de l'exercice	111 453		103 717		103 717
Situation nette	1 994 438	111 452	103 718		2 098 155
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat					
TOTAL	1 994 438	111 452	103 718		2 098 155

Dettes

**Notes sur le bilan****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 696 468 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	536	536		
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	456 348	456 348		
Dettes fiscales et sociales	239 584	239 584		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	696 468	696 468		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenue	418 308
Banque – Intérêts courus à payer	536
Dettes provis. pr congés à payer	42 509
Personnel – autres charges à payer	45 527
Provision prime heures	15 517
Charges sociales s/congés à payer	23 890
Charges sociales – charges à payer	8 072
Formation Continue	6 742
Total	561 101



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	10 917		
Total	10 917		



Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 10 854 euros

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
TOTAL		

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		103 717
Part du résultat sur gestion conventionnée		
Part du résultat sur gestion libre		103 717



Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Versements ONG 2025	951 973
Versements ONG 2026	534 996
Versements ONG 2027	254 610
Versements ONG 2028	330 000
Autres engagements donnés	2 071 579
Total	2 071 579

Fonds dédiés

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l'exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
Projet Plant For L	3 360 024	3 360 024	2 546 581		2 113 845	2 927 288	2 927 288
Total	3 360 024	3 360 024	2 546 581		2 113 845	2 927 288	2 927 288

« la variation des fonds dédiés se fait selon la méthodologie suivante :

La dotation correspond à l'ensemble des versements reçus et fléchés conventionnellement sur le projet « Plant for life »

Les reprises correspondent à l'ensemble des versements réalisés auprès des ONG dans le cadre du projet « Plant for life », ainsi que les dépenses de fonctionnement engagées pour ce projet par la Fondation et suivies analytiquement.

Didier FLEYTOUX

Expert comptable - Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie régionale de Paris

FONDATION YVES ROCHER
Fondation reconnue d'utilité publique
La Gacilly (56)

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

**Conseil d'administration d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

FONDATION YVES ROCHER
Fondation reconnue d'utilité publique
La Gacilly (56)

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

**Conseil d'administration d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Au Conseil d'Administration de la Fondation Yves Rocher,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre fondation, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la fondation des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 7 des statuts de la fondation et de l'article 612-5 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il m'appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 612-5 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par le Conseil d'Administration.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

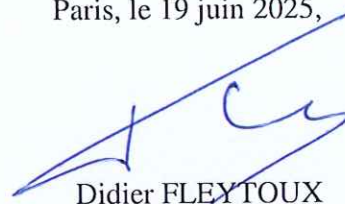
**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration en application des dispositions de l'article 612-5 du code de commerce et de l'article 7 des statuts de la fondation.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aucune convention, déjà approuvées par le Conseil d'Administration au cours d'exercices antérieurs, ne s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris, le 19 juin 2025,



Didier FLEXTOUX
Commissaire aux comptes